

**Agenda****Lundi 12 octobre**

-15h : **Haïm KORSIA**, membre de l'Académie : Lecture de la *Notice sur la vie et les travaux de Michel Crozier*, Grande salle des séances.

Mardi 27 octobre

-15h : Séance de rentrée des cinq Académies sur le thème de « la transmission » ; **Rémi BRAGUE**, délégué de l'Académie. Fera une communication : « *Transmission et transcendance* ».

Lundi 2 novembre

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Ramine KAMRANE**, chercheur au Centre d'histoire des systèmes de pensée moderne (CHSPM) : « *L'autorité, obstacle ou condition de la réforme* ».

Lundi 9 novembre

-15h : **Aude de KERROS**, graveur, peintre et essayiste : « *L'art contemporain et le sacré* » (Grande salle des séances).

Lundi 16 novembre

-15h : Séance solennelle annuelle de l'Académie sous la Coupole sous la présidence de **Chantal DELSOL**.

Jeudi 19 novembre

-18h : Conférence de **Narayana MURTHY**, fondateur et président d'honneur, d'Infosys dans le cycle « Pour une éthique du libéralisme » (Fondation Éthique et Économie), Grande salle des séances.

Lundi 23 novembre

-15h : **Emmanuel GABELLIERI**, professeur de philosophie à l'Université catholique de Lyon : « *Enracinement, religion et mystique chez Simone Weil* ».

Lundi 30 novembre

-15h : **Agnès ANTOINE**, professeur à l'EHESS : « Religion et politique chez Tocqueville ».

Lundi 7 décembre

-15h : Père **Jérôme ROUSSE-LACORDAIRE** O.P., éditeur aux Editions du Cerf : « La franc-maçonnerie est-elle une religion ? ».

Séance du lundi 5 octobre

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 28 septembre, le président **Chantal Delsol** a évoqué la mémoire de **François Dagognet**, correspondant de la section Philosophie, mort le vendredi 2 octobre à l'âge de 91 ans. Retraçant la carrière atypique de cet homme à la curiosité intellectuelle insatiable qui, sans avoir pu faire d'études secondaires, était devenu agrégé de philosophie et docteur en médecine, elle a rappelé l'hommage que lui a rendu l'Académie, en sa présence, le 16 juin 2014 sous la forme d'un colloque consacré à son œuvre (*Notice Hommage à François Dagognet*, 2015 – n°12).

Yvon Gattaz, président de la section Économie politique, statistique et finances, a ensuite déclaré vacant le fauteuil I, précédemment occupé par Michel Albert, et a annoncé le calendrier suivant : *Vendredi 27 novembre : clôture du dépôt des candidatures. Lundi 11 janvier : élection en séance publique.*

Il a ensuite été procédé aux dépôts d'ouvrages (voir page suivante)

Le président a passé la parole à **Denis Sureau**, essayiste et théologien, qui a fait une communication intitulée : « *Le mouvement Radical Orthodoxy* ».

L'orateur a tout d'abord cité l'ouvrage du Britannique John Milbank, *Théologie et théorie sociale*, paru en 1990, qui est à l'origine du mouvement Orthodoxy Radicale. Dans cet ouvrage, Milbank annonçait vouloir procéder à « une déconstruction sceptique de la théorie sociale moderne séculière à partir d'une perspective qui est en désaccord avec elle, en l'occurrence, le christianisme. », christianisme à « réimaginer contre la raison séculière [analysée] comme une hétérodoxie déguisée sous des costumes variés, un paganisme renouvelé et un nihilisme religieux ».

À partir du manifeste de jeunes universitaires publié à Cambridge en 1997 sous le titre *L'Orthodoxie Radicale : vingt-quatre thèses*, Denis Sureau a indiqué les caractéristiques principales de ce mouvement qu'il a qualifié de « thomiste augustinien postmoderne » : 1°) rejet comme sophistique de toute célébration théologique de la sécularisation ; 2°) croyance que la théologie seule peut rendre compte du réel en vérité ; 3°) affirmer qu'il ne peut être parlé de Dieu qu'indirectement, d'où il ressort que faire de la théologie, c'est toujours parler de la culture, la société, l'histoire, le langage, l'art, la nature ; 4°) refus comme nihiliste de toute pensée de l'être qui met Dieu entre parenthèses ; 5°) croyance que le nihilisme est plus proche de la vérité que l'humanisme, qui n'est qu'un nihilisme incapable de se reconnaître lui-même [...]; 6°) socialisme critique envers le marché capitaliste, mais rejetant les solutions d'Etat au profit de l'Eglise conçue comme l'avènement de la véritable communauté qui mettra en œuvre un mode de don et d'échange universels.

À l'issue de sa communication, **Denis Sureau** a répondu aux questions que lui ont posées **Georges-Henri Soutou**, **Bernard Bourgeois**, **Jean Mesnard**, **Rémi Brague**, **Pierre Delvolvé**, **Alain Besançon**, **Bertrand Collomb**, **Philippe Levillain** et **Chantal Delsol**.

Dans la presse et sur les ondes

- **Rémi Brague** : « Pourquoi la phobophobie est la seule phobie que nous devrions nous autoriser dans le débat public », sur <atlantico.fr> en date du mardi 15 septembre. Extrait : « Parler de "phobie" est une tactique de terreur et d'intimidation. Elle suggère que l'on n'aime pas telle pratique sexuelle ou religieuse sans raison aucune, par dégoût, par ignorance, par bêtise, par "intolérance". Elle sert à interdire l'esprit critique, c'est-à-dire, pour rester au grec, celui qui pratique le discernement. Quelles distinctions s'empêche-t-on de pratiquer, de la sorte ? J'en vois trois, fort évidentes. D'abord celle qui permet de séparer le bon du mauvais, pour garder l'un et éviter l'autre. Mais aussi celle qu'il faut observer entre les personnes, toujours respectables, et leurs pratiques et leurs demandes. Enfin, la différence de niveau qui sépare la répugnance instinctive du rejet mûrement réfléchi et argumenté. Imaginons ce que donnerait un tel procédé dans le cas du tabac. Les médecins et les statisticiens disent que son usage augmente les chances d'attraper, mettons, un cancer du poumon ou de la vessie, bref que le tabac entraîne tout ce que l'on imprime maintenant sur les paquets de cigarettes. Pourquoi ne pas les taxer, et avec eux l'Etat qui interdit de fumer dans les lieux publics, de "fumophobie" ? Mais quels sont les meilleurs amis des fumeurs ? Ceux qui les rassurent sur le caractère anodin du tabac, les flattent sur leur bonne santé — et qui d'ailleurs, heureuse coïncidence, fabriquent et vendent des cigarettes ? Ou ne serait-ce pas plutôt ceux qui les mettent en garde contre les conséquences éventuelles de la tabagie ? Et donc les *ennemis* du tabac ? On serait donc bien inspiré de s'abstenir des mots qui se terminent en "-phobie", voire d'inscrire dessus, dans les couleurs des faire-part de décès : "nuit gravement à la pensée". »

- **Jean-Claude Trichet** : Interview sur le site belge <trends.levif.be > en date du vendredi 2 octobre. Extrait : « Nous venons de vivre un nouvel épisode suraigu de la crise grecque. Cette crise des dettes souveraines dans la zone euro a débuté fin 2009. Elle a connu un premier épisode dramatique en mai 2010, un en août 2011, et enfin un autre mi-2012. La Grèce n'a pas été la seule à être touchée par cette crise des dettes souveraines. L'Irlande et le Portugal ont été touchés avec elle en 2010, puis l'Espagne et l'Italie en 2011 et 2012. Pourquoi l'Europe et en particulier la zone euro ont-elles été l'épicentre de la crise des risques souverains ? Parce qu'il y a eu des défaillances graves de gestion économique et budgétaire de la zone euro depuis sa création. Lorsque la crise financière a frappé l'ensemble des pays avancés, la zone euro consolidée était dans une meilleure situation d'ensemble que les Etats-Unis, le Japon ou le Royaume-Uni, s'agissant du solde des paiements courants de la dette ou du déficit public rapporté au PIB. Mais cette situation d'ensemble dissimulait de fortes divergences entre les pays à cause de très grandes négligences dans la conduite de la gouvernance économique et budgétaire de la zone euro. Nous nous sommes retrouvés avec, à la fois, les meilleures signatures et les plus mauvaises au sein des pays du monde avancé. Trois raisons essentielles expliquent cette divergence. Premièrement, nous n'avons jamais respecté sérieusement le pacte de stabilité et de croissance. En 2003, les grands pays de l'Europe — Allemagne, France et Italie — ont refusé de se l'appliquer à eux-mêmes. Ils ont donc été complices dans l'affaiblissement considérable de ce pacte. Deuxième raison, nous n'avons pas eu, dès la création de la monnaie unique, une surveillance attentive des évolutions des compétitivités relatives au sein de la zone euro. Or certaines économies perdaient leur compétitivité, alors que d'autres la renforçaient. La perte de compétitivité de la Grèce de janvier 1999 à fin 2009 a été colossale : les salaires des fonctionnaires grecs ont augmenté sur cette période de 117 %, soit trois fois plus que ceux des fonctionnaires de la zone euro, en moyenne et sur la même période (36 %). Des écarts analogues étaient observés dans le secteur privé. Dernière grande raison pour expliquer les difficultés de la gouvernance de la zone euro : les réticences de plusieurs de ses membres à approfondir les réformes structurelles et à achever le marché unique. »

À savoir

- **Jean Tulard** participera le dimanche 15 novembre au festival du film napoléonien qui sera organisé à Vallauris Golfe Juan, dans le cadre des manifestations célébrant le bicentenaire du débarquement de Napoléon à Golfe Juan, le 1^{er} mars 1815.

A lire

- Extrait du discours de l'ambassadeur permanent de la République d'Haïti à l'Organisation des Etats américains (OEA), Denis Régis, lors du symposium culturel organisé le 24 septembre à Washington : « La diplomatie culturelle doit être perçue non comme un simple appendice de la politique étrangère mais comme un axe structurant de l'action culturelle de l'État, dont tous les acteurs de la société sont parties prenantes. C'est ce que rappelait fort justement Monsieur **Xavier Darcos**, pour qui "l'action culturelle n'est pas un "accessoire" élégant dont il faudrait doter la diplomatie pour faire oublier ce qui en serait le cœur : les intérêts, les "affaires", la Realpolitik" ».

- **Paul Guichonnet**, correspondant de l'Académie (section Histoire et Géographie) : « Une page oubliée de l'Annexion : les optants savoyards et niçards pour le Piémont en 1860 », dans le tome LXXIII des *Mémoires et documents publiés par l'Académie Chablaisienne* (p. 26-65).

Dépôts d'ouvrages

- Lors de la séance du lundi 5 octobre,

Jean Tulard a présenté : *Histoire de la Palestine, 1982-2001, la paix impossible* de Henri Laurens (Paris, Fayard, 2015, 878 p.) et *Charles X, le dernier Bourbon* de **Jean-Paul Clément**, correspondant de l'Académie, et Daniel de Montplaisir.

Georges-Henri Soutou a présenté : *Six années qui ont changé le monde, 1985-1991* d'**Hélène Carrère d'Encausse**, secrétaire perpétuel de l'Académie française (Paris, Fayard, 2015, 418 p.) et *Union européenne – Russie : une relation particulière ?* sous la direction d'Eric Baumat, Georges-Henri Soutou et Frédéric Turpin (Chambéry, Université Savoie-Mont Blanc, 2015, 170 p.).